

Mesdames, Messieurs,  
Association CRAS  
BP 51026  
F-31010 TOULOUSE CEDEX 06  
France

dépôt le 19/09/18  
radio-zinzine info  
04300 Lirians

FORCALQUIER

**P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE



**RADIO ZINZINE  
INFO**

## L'IRE DES CHÉNAIES

**N°738 - 19 septembre 2018**

### Barrages populaires

Le 21 décembre 2017, une nouvelle étape du «projet de territoire» pour la vallée du Tescou a été franchie. Les acteurs invités à participer à ce «processus de concertation» ont signé une «charte préalable», sorte de déclaration de principe censée permettre la «co-construction» du futur «projet de territoire». Sans surprise, il s'agit d'un pur exemple de langue de bois bureaucratique, avec tout le jargon à la mode (développement durable, gouvernance, solutions innovantes, etc.). Néanmoins, un cap clair est donné: tandis que la question des «besoins en eau non satisfaits» est martelée, il s'agit de «développer le tourisme, l'attractivité de la vallée et une économie autour des énergies renouvelables et des nouvelles technologies». Bref, alors que chaque jour nous prouve mieux que le déve-



loppement économique met en danger la vie sur terre, il semble hors de question de laisser cette petite vallée indemne. L'exemple de la lutte contre les mégaprojets hydrauliques en Inde donne une autre idée de ce que pourrait être la suite de la lutte contre le barrage du Testet.

**Septembre 2014:** malgré une opposition grandissante au projet de barrage du Testet, les autorités locales s'obstinent. Elles espèrent sans doute renouveler leur exploit de Fourgou où elles ont réalisé un barrage en 1997 malgré une opposition écologiste qui finira par gagner en justice, mais trop tard. Elles refusent le dialogue que demande une partie des opposants, tentent le passage en force (elles lancent les travaux sans attendre les décisions de justice, qui leur donneront tort) et jouent la stratégie de la tension en envoyant une véritable armada le 24 octobre 2014, alors que des milliers de militants convergent vers la forêt de Sivens. C'est cette stratégie qui a conduit pendant la nuit à la mort de Rémi Fraisse, atteint par une arme de guerre tirée par un gendarme.

Pour faire baisser une tension qui embrase tout l'Hexagone, les autorités nationales reprennent les choses en main et confient le dossier à Ségolène Royal. La ministre de l'Écologie, spécialiste de la démocratie participative, annonce immédiatement le lancement d'un «projet de territoire». Il s'agit d'une procédure de concertation censée mettre tous les acteurs d'un territoire autour d'une table pour trouver un terrain d'entente.

Les dessous de ce projet de territoire ont déjà été mis en lumière dans une tribune publiée en octobre 2017 sur le site *Reporterre.net* (La concertation à Sivens: un jeu de dupes pour faire avaler une nouvelle pilule). D'une part, ce processus est orchestré par des «consultants» ayant travaillé dans le contexte de territoires contaminés par le nucléaire ou les pesticides, ou menacés par la construction d'infrastructures touristiques. Bien sûr, ils ne sont pas au service des populations inquiétées, mais des décideurs qui les financent pour étouffer la contestation. D'autre part, les opposants au barrage sont minoritaires parmi les acteurs invités et se retrouvent face aux pro-barrage les plus virulents, ceux qui n'ont pas hésité à jouer du couteau ou de la batte de base-ball pour défendre le premier projet. Bref, le résultat de cette concertation semble inscrit d'avance dans le choix des convives et des chefs d'orchestre. Mais alors, que faire? Si l'on refuse cette mascarade de démocratie, ne reste-t-il que «la violence»?

Le premier écueil à éviter est de se laisser enfermer dans ce genre d'alternative infernale où il nous faut choisir entre la peste et le choléra. Et pour rouvrir l'horizon des possibles, quoi de mieux que de regarder ailleurs et de revenir à l'Histoire, à ce que les humains ont fait dans des situations similaires? C'est à cela que nous vous invitons en vous racontant l'histoire de la lutte indienne contre les mégaprojets étatiques et pour les «barrages populaires», au sens de barrages faits et gérés par les habitants eux-mêmes, en fonction de leurs besoins collectivement définis. Elle montre comment le respect de la nature et le goût de l'autonomie se conditionnent réciproquement, et suggère ce qu'une «concertation locale» pourrait être, quand elle n'est pas un «projet de territoire» orchestré d'en haut<sup>1</sup>.

Parallèlement à la lutte contre de grands projets hydrauliques, des initiatives émergent en Inde «pour rechercher une solution alternative aux problèmes d'eau et d'énergie des régions menacées par la sécheresse, solution qui rétablirait un équilibre à la fois écologique et social sans sacrifier l'avenir à des gains immédiats». Notamment, un

mouvement en faveur des «barrages populaires» a débuté dans le Khanapur pendant la longue grève des ouvriers du textile à Bombay, opposés à l'introduction de technologies modernes destinées à économiser de la main-d'œuvre, c'est-à-dire à les mettre au chômage. Pour tenir, ils durent rentrer dans leur village et y constatèrent les problèmes de sécheresse. Ouvriers et paysans pauvres s'organisèrent alors pour étudier les raisons de ces sécheresses inédites et récurrentes: la surexploitation du sable des rivières et la «Révolution verte». Cette dernière a fait passer la région d'une agriculture de subsistance à une agriculture capitaliste qui ne se contente pas d'épuiser les ressources aquifères, mais rend les paysans dépendants (des intrants, du marché, etc.) et détruit les conditions locales de la subsistance commune et de la cohésion sociale.

Suite à un long processus de discussion sur les méthodes de culture et de gestion de l'eau, les paysans de deux villages élaborèrent un plan pour construire un barrage populaire, le barrage Balijara, dont l'auto-construction commence en 1986. Face à l'opposition du gouvernement, les paysans persistent en réclamant non des aides publiques, mais seulement l'arrêt de l'extraction du sable. Une fois le barrage terminé en 1990, ils mirent au point un nouveau système de répartition de l'eau qui, jusque-là, allait surtout aux grandes cultures (comme la canne à sucre, dévoreuse d'eau). Désormais, l'eau sera répartie équitablement *per capita* et non au prorata des terres cultivées, de sorte que toutes et tous, femmes et paysans sans terre y compris, reçoivent la même part (à laquelle est associée une journée de travail sur le barrage). Par conséquent, il devient impossible de cultiver la canne à sucre. En parallèle, les paysans ont cherché à développer une agriculture durable basée sur une répartition de la terre et un usage des ressources communautaires, afin de répondre aux besoins de subsistance et de remplacer les ressources importées.

Quand on pense au «projet de territoire» pour le Tescou, à la manière dont il est encadré et orienté, cette histoire de paysans indiens peut laisser songeur. Elle rappelle à quel point les destins de la nature et de la liberté sont liés. Car c'est l'autonomie, la reprise en main par les habitants de leurs propres affaires et de leurs ressources, indépendamment de l'État, qui les a conduits non seulement à défendre et restaurer les équilibres écologiques de leur région, mais aussi à rétablir un minimum d'égalité sociale, alors que les solutions étatiques n'auraient fait qu'empirer les déséquilibres.

On en est loin à Sivens, où les conditions ne sont pas réunies pour une réflexion et une action locale autonomes, vu l'atomisation sociale et l'attachement du syndicat agricole majoritaire à un modèle productiviste qui, pourtant, condamne les exploitants à s'endetter de plus en plus, jusqu'à mettre la clef sous la porte, modèle productiviste qui, en outre, repose notamment sur la culture du maïs, dévoreuse en eau comme la canne à sucre indienne et parfaitement inappropriée au territoire. L'exemple indien n'en est pas moins instructif. Il souligne d'abord que la question technique des moyens de gérer l'eau ne peut être séparée de la question politique de la répartition des terres, éludée à Si-

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7  
Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103 -  
Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en  
Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+  
Zinzine - site ueb: <[www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)>



vens, ni de celle de la désation des productions agricoles. Il montre ensuite que le progrès social et humain, loin d'être le fruit du développement économique et technologique, se gagne souvent contre lui. Enfin, il rappelle que les humains peuvent s'organiser sans État et suggère même que c'est ce que nous devons réapprendre à faire, si du moins nous voulons entraver ou ne serait-ce que freiner le désastre écologique auquel nous conduit le développement économique aujourd'hui.

Orel

Article pompé dans l'irrégulomadaire *Saxifrage* n°11, printemps 2018.

Note:

1. Nous tirons ce récit d'un article de Maria Mies, sociologue écoféministe de la première heure: «Le besoin d'une nouvelle vision: la perspective de subsistance», dans Maria Mies & Vandana Shiva, *Écoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 339-344.



Devant le monument en hommage à Rémi Fraisse

## Quand les industriels du plastique culpabilisent les citoyens

Un paquet de cigarettes jeté par «Paul Heffard». Un sachet plastique jeté par «Léa Lamont». Depuis le métro parisien jusqu'aux plages de l'hexagone, il a été difficile d'échapper à la campagne de sensibilisation sur les déchets sauvages organisée comme chaque année par Gestes Propres. Gestes Propres? Une initiative de «l'association Progrès et Environnement, ONG créée en 1971».

À l'heure où les ravages des déchets plastiques dans les océans et sur toute la planète font presque quotidiennement la une de l'actualité, comment ne pas se féliciter de voir une association écologiste mettre ainsi les Français face à leurs responsabilités? Sauf que Progrès et Environnement, présidée par un ancien cadre de Danone, est en réalité une association contrôlée par les industriels, et que la campagne Gestes propres est financée par des entreprises comme Coca-Cola, Danone, Haribo, Heineken, Nestlé ou Total... Autrement dit les entreprises mêmes qui fabriquent ou utilisent les emballages plastiques à la source des pollutions.

Gestes Propres est aussi étroitement liée à Citeo (ex Eco-emballages), une entité privée créée dans les années 1990 pour collecter et gérer les contributions financières des entreprises productrices ou utilisatrices d'emballages à la collecte, au tri et au recyclage de ces derniers. Citeo, c'est ce fameux logo «point vert» apposé sur les emballages et

suggérant au consommateur non averti que celui-ci est recyclable, alors qu'il signifie simplement que l'entreprise concernée a bien versé sa cotisation. Ces cotisations contribuent à financer des campagnes telles que Gestes Propres, rejetant la responsabilité des déchets sur les consommateurs. Elles servent aussi à faire du lobbying à Paris et à Bruxelles<sup>1</sup>.

### Déresponsabilisation des industriels

Durant l'été, le gouvernement français a mis l'accent, dans ses discours publics, sur les responsabilités individuelles de chacun en matière environnementale. «Il faut que chacun se tourne vers sa propre responsabilité», avait ainsi déclaré Nicolas Hulot avant sa démission. Le même argument a été opposé, suite à son départ, à ceux qui critiquaient l'absence de mesures fortes et ambitieuses de la part du gouvernement sur les dossiers écologiques. Ces discours se situent dans la droite ligne de celui porté par les industriels sur la question des déchets: au lieu de remettre en cause le principe même de la production massive de plastique et d'emballages, l'accent porte uniquement sur les comportements individuels des citoyens-consommateurs.

Il en va de même pour le recyclage du plastique, tel que l'envisagent des multinationales comme Danone, Suez ou Veolia: tout tourne autour du consommateur sommé de mettre sa bouteille dans la bonne poubelle, sans que soit questionné le besoin d'une telle production massive de plastique. D'autant que le recyclage du plastique est encore extrêmement limité et s'effectue dans des conditions très éloignées de l'image écologique que cherchent à en donner les industriels.

Cette stratégie de lobbying n'est pas spécifique à la France. Confrontés au risque de voir adopter des mesures radicales qui remettraient en cause leurs modèles commerciaux établis, les industriels du plastique ont créé ou financé des associations de façade apparemment «écologiques» - une pratique souvent appelée «astroturfing» - chargées de porter la bonne parole au citoyen sur les déchets sauvages, et surtout d'empêcher des solutions plus radicales.

Lire à ce sujet l'enquête de l'ONG bruxelloise Corporate Europe Observatory: Comment les lobbies des emballages se cachent derrière des associations anti-déchets pour éviter des solutions plus radicales sur <<http://multinationales.org/>>.

Olivier Petitjean sur Bastamag.org

Note:

1. Citeo déclare ainsi entre 100.000 et 200.000 euros de dépenses de lobbying à Paris auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour le second semestre 2017, et entre 200.000 et 300.000 à Bruxelles pour 2017.





# La fête du vent n°4

**Nous sommes très heureux de vous présenter enfin le programme complet de la fête du vent n°4, événement important de cette rentrée 2018!**

Comme pour les autres années, cette fête sera le moment pour se rencontrer, faire la fête, penser la situation ensemble, manger comme des rois...

Nous aimerions axer les réflexions sur ce que signifie la fusion entre les réseaux énergétiques et informatiques dont le projet de méga transfo RTE ici à Saint Victor est un nœud central. Mais aussi réfléchir ensemble à ce que deviennent nos territoires (toujours plus aménagés) et comment penser des alliances au-delà des frontières militantes et géographiques.

Aussi cette quatrième fête du vent sera l'occasion d'affirmer nos désirs d'habiter le hameau de l'Amassada, avec celles et ceux qui veulent remettre les pieds sur terre contre la démesure de ce système.

Nous espérons vous y retrouver très nombreuses et nombreux.

**RAPPEL:** Que celles et ceux qui soutiennent ce mouvement de réappropriation et de défense des territoires vivants, contre le néolibéralisme destructeur, n'hésitent pas à diffuser très largement **l'Appel de la marche pour le soulèvement des territoires**, cela concerne chacun de nous, où que nous habitons! Le texte est disponible sur <douze.noblogs.org> [et a été publié dans le précédent IdC!].



Discussions  
Assemblée  
Concerts  
Théâtre  
Contine  
& bien+

# La Fête du vent #4

## 21 23 Septembre 2018

### À l'AMASSADA

St-Victor & Melvieu (12)

Contre le Transfo aux 1000 éoliennes  
Occupation permanente

Info & programme sur  
douze.noblogs.org  
amassada@riseup.net

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

**VENDREDI 21 septembre:**

18h Apéro présentation du we, du fonctionnement de l'Amassada et point sur l'actualité de la lutte  
20h Repas  
22h Concert avec Bal Trad Revisité

**SAMEDI 22 septembre:**

10h Marche pour le soulèvement des territoires, rdv devant l'hôpital Emile Borel (Saint-Affrique)  
13h Repas pique-nique  
15h30 Assemblées des luttes en sud Aveyron  
15h30 Présentation du DVD-livre «Ca grésille

dans le poteau» Histoires de la lutte contre la ligne THT Co-  
tentin-Maine

18h Théâtre musical (Hamadryade)

20h30 Repas

21h30 Concert avec Moteur et Laurent Cavalier

**DIMANCHE 23 septembre:**

10h Conférence «Mauvais temps. L'anthropocène et la numérisation du monde» Editions Dehors mai 2018, Pierre de Jouvencourt

10h Réseau «Ecran Total»: résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

10h Revue Z «Mauvaises Mines» Combattre l'industrie minière en France et dans le monde.

12h Repas

14h Nouvelles des ZAD en France

17h Assemblée d'occupation du hameau de l'Amassada

20h30 Repas et Occupation Permanente

Mais aussi le week-end du 28-29-30 septembre: grande crémaillère de l'Amassada avec bouffe-projection et concerts multiples.

Source: <douze.noblogs.org>

## Nous voulons des coquelicots

À l'heure où l'Assemblée Nationale rejette, une nouvelle fois, l'inscription de l'interdiction du glyphosate dans la loi, voici le manifeste événement de Fabrice Nicolino et François Veillerette pour la préservation de notre planète.

### **Appel à la résistance pour l'interdiction de tous les pesticides**

Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises. Les pesticides sont une tragédie pour la santé. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles psychomoteurs chez les enfants, des infertilités, des malformations à la naissance. L'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou, qui a choisi la fuite en avant. Quand un pesticide est interdit, dix autres prennent sa place. Il y en a des milliers.

Nous ne reconnaissons plus notre pays. La nature y est défigurée. Le tiers des oiseaux ont disparu en quinze ans;